

La construction en PACA Chiffres à fin mars 2019

Données extraites en avril 2019

D'avril 2018 à mars 2019, 35 000 autorisations de construction ont été délivrées dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce chiffre diminue fortement (- 18,6 %) par rapport à 2017 comme pour l'ensemble de la France métropolitaine (- 8,2 %).

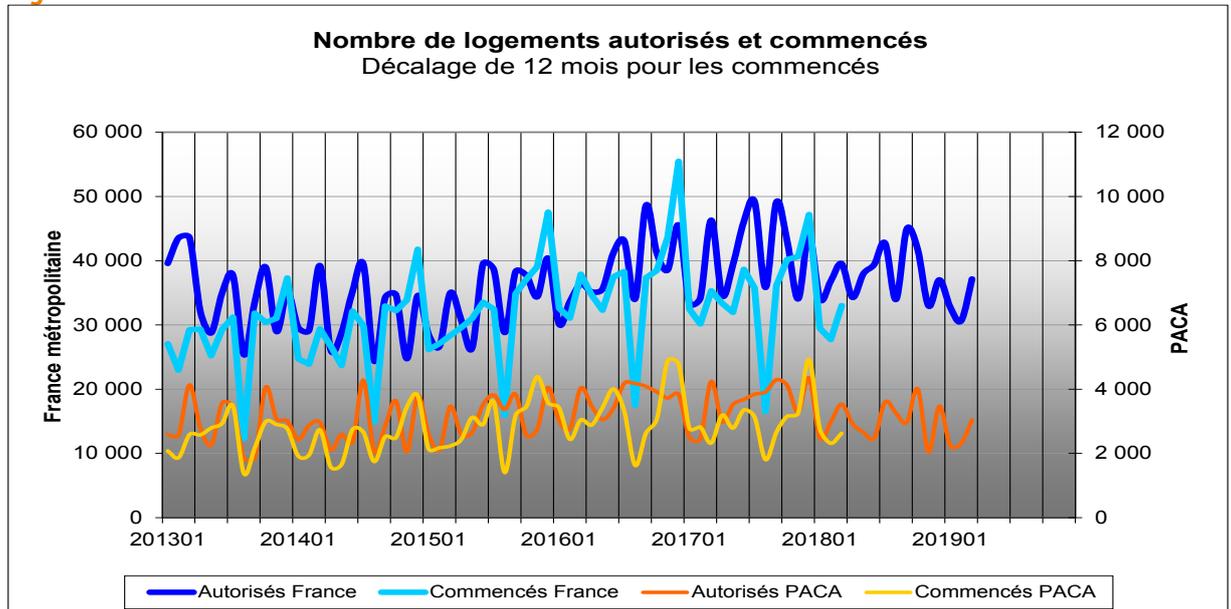
36 000 logements ont été commencés sur la même période. La baisse est moins marquée que pour les autorisations (- 6,7 % contre - 5,2 % à l'échelon national).

Le ratio des logements construits sur cette période par rapport aux logements autorisés sur la période précédente est de 89,6 %. Il tend à se rapprocher de celui de la France métropolitaine (90,8%).

Dans la figure 1, l'échelle des dates correspond à la date d'autorisation. Les dates d'ouverture de chantier ont été décalées de 12 mois en arrière pour mieux rattacher la construction à l'autorisation préalable.

Les constructions suivent bien les autorisations, à un niveau légèrement inférieur. On note, en été, une saisonnalité plus marquée pour la construction que pour les autorisations. C'est particulièrement vrai en PACA à partir de 2016.

Figure 1



Note de lecture : Il y a eu 3.533 logements autorisés en mars 2018 en PACA et 2.626 logements commencés en mars 2019.

Source : SDES, Sitedel en dates réelles estimées 2018

Autorisation de construction (logement ou local non résidentiel)

Décision administrative prise par une autorité publique compétente à cet égard, et ayant pour objet d'autoriser la construction d'un logement ou d'un local non résidentiel. Une telle autorisation peut concerner l'édification d'une ou plusieurs constructions nouvelles, ou la modification d'une ou plusieurs constructions existantes.

Commencé (logement ou local non résidentiel)

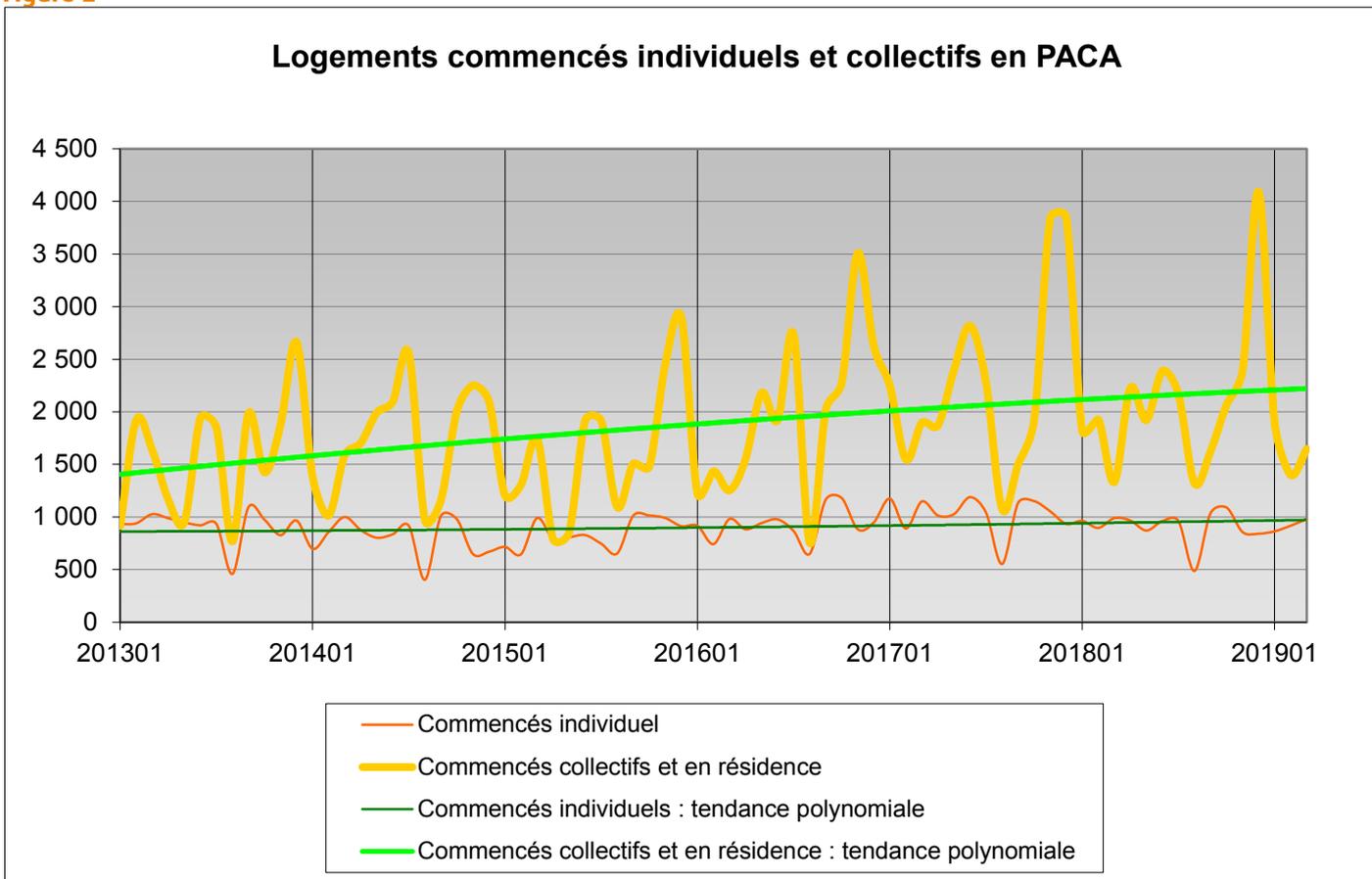
Une construction est considérée comme commencée (ou mise en chantier) après réception de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire (ou maître d'ouvrage).

Un chantier est considéré ouvert lorsque les fouilles en rigole (i.e. creusement du sol pour permettre la construction) ou les fondations sont entreprises pour une partie ou la totalité des constructions autorisées.

Parmi les logements commencés sur la période, 25 100 étaient des logements collectifs ou en résidence soit 5,5 % de moins que sur la période précédente. Cette baisse est comparable au niveau national (- 3,7%). La part des logements collectifs est de 70 % en PACA, ce qui est sensiblement plus qu'en France métropolitaine (60 %).

Alors que la construction de logement individuel se maintient à environ 1 000 par mois depuis 2013, le logement collectif et en résidence augmente régulièrement.

Figure 2



Note de lecture : Il y a eu 864 logements collectifs ou en résidence commencés en janvier 2019 en PACA et 864 logements individuels commencés sur la même période.

Source : SDES, Sitadel en dates réelles estimées 2018

Logement collectif

Les logements collectifs font partie d'un bâtiment d'au moins deux logements dont certains ne disposent pas d'un accès privatif. Dans le cas d'opérations regroupant à la fois des logements individuels et des logements collectifs, chacun est comptabilisé dans son type de construction respectif.

Logement individuel

Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un seul logement (autrement dit, une maison).

Logement en résidence

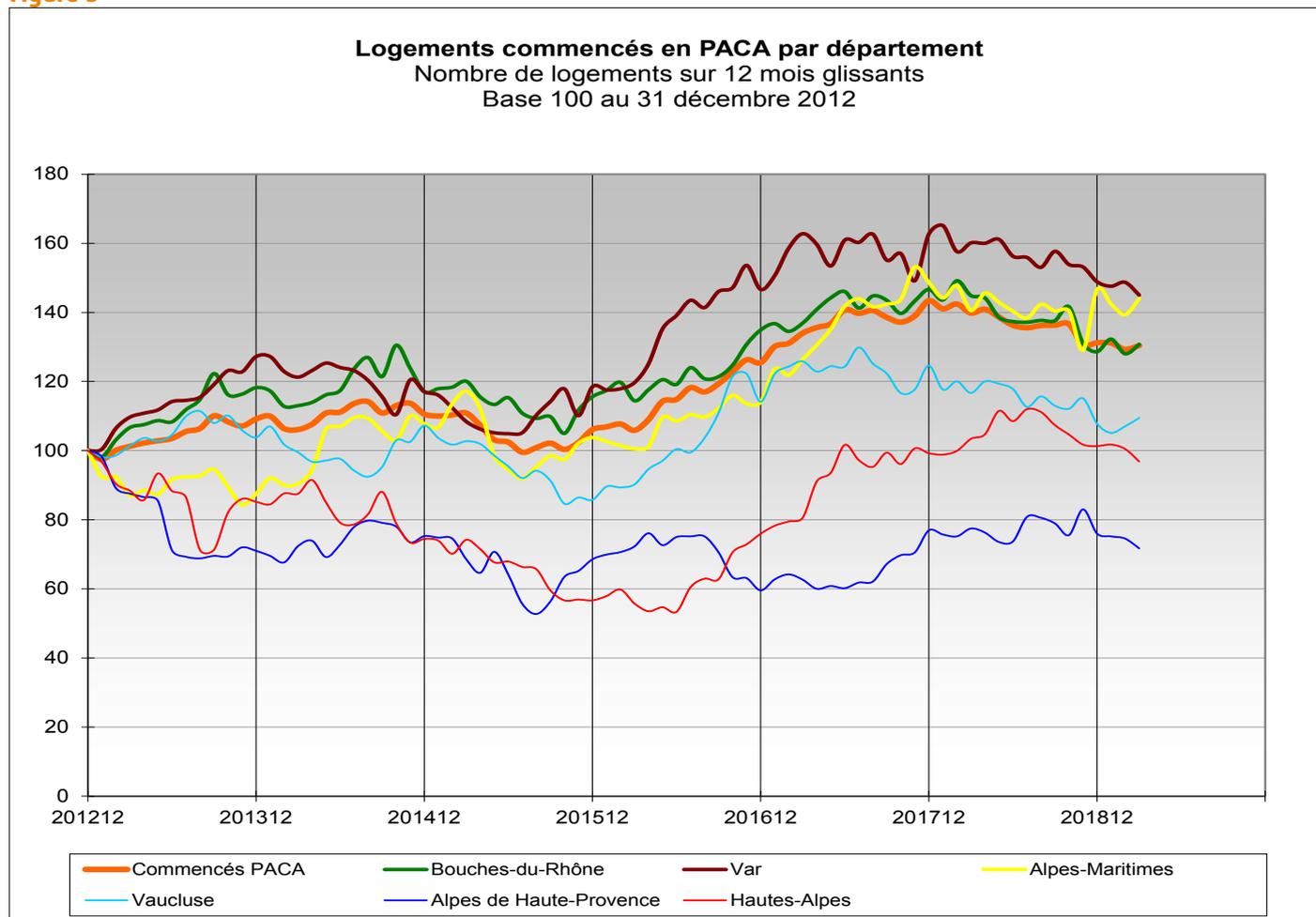
Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques.

Dans la **figure 2**, les logements collectifs et en résidence ont été regroupés.

La plus grande partie (en volume) des constructions neuves commencées en 2018 est située dans les Bouches-du-Rhône (37%), le Var (26%) et les Alpes-Maritimes (22%), soit les départements ayant une façade maritime.

Comme le montre la figure 3, les Bouches-du-Rhône tirent l'essentiel de la croissance, même si les Alpes-Maritimes et surtout le Var, depuis mi-2015, sont légèrement plus dynamiques. En revanche, les constructions dans les Hautes-Alpes et les Alpes de Haute-Provence ont reculé jusqu'en 2016 et n'ont que légèrement remonté depuis. Enfin, la construction dans le Vaucluse semble reculer sur l'année 2018.

Figure 3



Note de lecture : Pour 100 logements commencés sur l'année 2012, il y en a eu, en 2018, 149 dans le Var et 76 dans les Alpes de Haute-Provence.

Source : SDES, Sitadel en dates réelles estimées 2018

Méthodologie

Les données présentées ici proviennent des séries estimées en date réelle à partir des données du système d'information Sitadel2.

Les données de Sitadel2 proviennent des formulaires de permis de construire. Tout pétitionnaire projetant une construction neuve ou la transformation d'une construction nécessitant le dépôt d'un permis de construire, doit remplir un formulaire relatif à son projet et le transmettre à la mairie de la commune de localisation des travaux. Le projet de permis est traité par les services instructeurs (État, collectivité territoriale) dont relève la commune. Par conséquent, les données sont disponibles au niveau communal.

Suite à l'autorisation du projet, le pétitionnaire pourra soit démarrer les travaux et déclarer l'ouverture de son chantier (DOC) soit abandonner son projet (et demander l'annulation). La fin des travaux est signalée par une déclaration spécifique (DAACT), à partir de laquelle est vérifiée la conformité au projet initial.

Les **séries en date de prise en compte** agrègent l'information selon la date d'enregistrement de la donnée dans l'application Sitadel2. Par exemple : un permis autorisé en juin 2009 mais transmis en septembre 2009 est comptabilisé dans les autorisations de septembre 2009. Une mise en chantier transmise en octobre 2009 est enregistrée dans les mises en chantier d'octobre 2009 quand bien même la construction aurait démarrée en novembre 2008.

Les séries en date de prise en compte donnent l'évolution de la conjoncture mensuelle et permettent une première analyse de la période récente, mais des écarts avec la réalité peuvent être constatés si des difficultés de collecte sont rencontrées par les services instructeurs et lors des retards des pétitionnaires dans leur déclaration, notamment pour les ouvertures de chantier.

Les **séries en date réelle** agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire. Elles doivent être privilégiées aux séries en date de prise en compte pour les études locales, au niveau de la commune ou de l'EPCI.

Le délai de mise à disposition des séries en date réelle est relativement long (6 mois pour les autorisations, 18 mois pour les mises en chantier) compte tenu des délais de remontée de l'information. De plus, ces séries sont régulièrement révisées pour prendre en compte les informations les plus récentes connues pour chaque permis.

Par exemple : un permis autorisé en mars 2009 mais transmis en septembre 2009 ne pourra être intégré dans la série en date réelle de mars 2009 qu'au mois de septembre 2009.

Note : les séries en date réelle des autorisations et des mises en chantier sont nettes des annulations.

Les **séries estimées en date réelle** sont compilées par le service de la donnée et des statistiques (SDS). Elles visent à retracer dès le mois suivant les autorisations et les mises en chantier à la date réelle de l'événement. Majoritairement constituées de données collectées, les séries intègrent une estimation de l'information non remontée. Ces séries sont actualisées chaque mois pour prendre en compte les nouvelles informations.

Pour plus d'information sur la méthode d'estimation :

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/methodologie-des-estimations-en-date-reelle-des-logements-autorises-et-commences>

N'hésitez pas à nous faire part de ce que vous pensez de cette publication en remplissant notre [questionnaire](#).



Pour en savoir plus : www.paca.developpement-durable.gouv.fr
www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

DREAL PACA : 16 rue Antoine Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille Cedex 3 - Tel. : 04 88 22 61 00
Service Connaissance, Aménagement durable et Evaluation (SCADE) / Unité Information Connaissance (UIC)
Réalisation : Bruno Deruaz